

## La situation actuelle mène tout droit à des conflits entre nations

Par Recueilli par Marie Verdier, le 22/3/2017 à 05h51

Quel est l'enjeu du recyclage des eaux usées ? L'avis de Fadi Comair, directeur général des ressources hydrauliques du Liban et président d'honneur du réseau méditerranéen des organismes de bassin.



L'eau devait être l'un des enjeux majeurs de l'Union pour la Méditerranée (UpM). Mais la stratégie de l'eau, qui requerrait un vote unanime, a échoué en 2010, en raison notamment de l'opposition de la Turquie et d'Israël. La Turquie, qui a un contentieux autour des eaux du Tigre et de l'Euphrate avec la Syrie et l'Irak, s'est opposée à la référence à la convention de l'ONU de 1997 sur le partage équitable des eaux. Israël n'a pas fait blocage sur les eaux conflictuelles du Jourdain mais a refusé toute référence aux territoires occupés.

À lire : Les eaux usées, « une ressource inexploitée » selon l'ONU

En conséquence, tous les grands projets, notamment en matière d'assainissement et de réutilisation des eaux en Méditerranée, ont été bloqués. Car faute de stratégie, ils n'ont pu être labellisés par l'UpM, ce qui était un préalable aux financements par l'Union européenne. On se retrouve aujourd'hui avec un territoire comme Gaza qui rejette chaque année 80 à 100 millions de mètres cubes d'eaux usées sans aucun traitement et qui constitue une source de pollution majeure pour la Méditerranée. Et, plus largement, si l'on considère le rapport entre volumes d'eaux traitées et non traitées, l'assainissement régresse autour de la Méditerranée.

Suite à l'échec de l'UpM, le concept 5+5 a été lancé, soit cinq pays du Nord + cinq pays du Sud, le Proche-Orient étant abandonné. Mais l'on ne peut pas dire que la donne a véritablement changé en matière de gestion de l'eau. Les foyers de tension perdurent.

La situation actuelle, à savoir l'absence de coopération concernant les eaux usées et les eaux transfrontalières, conjuguée à une raréfaction attendue des volumes d'eau renouvelable dans cette région particulièrement exposée au réchauffement climatique, mène tout droit à des conflits entre nations, avec l'eau pour arme de guerre.

C'est pourquoi j'ai lancé le concept d'hydrodiplomatie qui a été repris par l'Unesco. On n'a pas d'autre solution que de se mettre autour d'une table. Il faudra bien que l'on surmonte les animosités et que l'on crée des agences régionales de bassin pour avoir une gestion intégrée de l'eau. Quant à la question cruciale des financements, il faut bien reconnaître que la tâche est de plus en plus ardue. Les pays riverains de la Méditerranée qui ont des déficits budgétaires et des institutions faibles sont mal évalués par les agences de financement internationales et peinent à obtenir leur soutien. D'autant plus que l'on assiste à un désengagement des agences donatrices au niveau mondial. Dans ce contexte, il semble inévitable – nécessaire – de monter des partenariats public-privé au long cours. Il faudra que l'on crée une banque méditerranéenne et une agence méditerranéenne de l'eau pour favoriser ces rapprochements Nord-Sud-Est.

À lire : [Il faut déshydrater la croissance économique](#)

Recueilli par Marie Verdier